



Boycott Désinvestissements Sanctions

Le collectif BDS-GE mène sa campagne d'été

Cet été, pour être bien dans sa peau, refusons le « made in Israël »

Genève, le 10 juillet 2010 – Une trentaine de personnes, répondant à l'appel du collectif BDS-GE ont mené, ce samedi, des performances éclair dans deux grands magasins de Genève, en soutien aux campagnes de boycott de l'État d'Israël. Après son intervention de mai 2010 dans les magasins H&M, le collectif BDS-GE a visé les marques « made in Israël » Soda-Club et Minus-417.

Non à l'Apartheid « made in Israël »

Le collectif BDS-GE participe à la campagne internationale « Boycott Désinvestissements Sanctions » de l'État d'Israël. En 2005, il y a 5 ans, 170 acteurs de la société civile palestinienne, comprenant des syndicats, des partis politiques, des associations civiles et des ONG palestiniennes ont lancé un appel à la société civile et aux personnes conscientes du monde entier à rejoindre la campagne BDS afin de faire pression sur l'État d'Israël, qui met en oeuvre une politique d'Apartheid à l'encontre de sa population d'origine arabe, qui viole les droits fondamentaux du peuple palestinien et toutes les résolutions des Nations Unies qui appellent au respect de ses droits élémentaires. Le boycott de l'État d'Israël, qui s'inspire du boycott citoyen qui a isolé jadis le régime d'Apartheid en Afrique du Sud est une arme pacifique, à la fois collective et individuelle qui est à la portée de tout citoyen. En refusant d'acheter un produit « made in Israël », nous manifestons notre désapprobation des politiques inhumaines des gouvernements israéliens successifs. Le boycott citoyen permet de compenser l'inaction des gouvernements face à un État dont les pratiques choquent les consciences. En revanche, les grands magasins qui proposent des bouteilles Soda-Club ou des patates douces d'Israël soutiennent sans vergogne l'économie israélienne et participent de ce fait à la légitimation de sa politique raciste à l'égard de sa population arabe, ferment les yeux sur les crimes de son armée à Gaza et sur la poursuite de la colonisation des territoires palestiniens en Cisjordanie.

Minus-417 : du sel qui sent la mort

Depuis quelques mois, de nombreux rayons de produits cosmétiques sont assortis de produits de soin à base de sel de la Mer Morte. En Suisse, les grands magasins Manor et Loeb proposent notamment la marque Minus-417. En commercialisant des produits de beauté de la Mer Morte, Israël prétend soigner son image. Par sa présence éclair de cet après-midi devant un stand Minus-417, le collectif BDS-GE souhaite attirer l'attention sur le caractère vicieux des campagnes publicitaires pour des cosmétiques produits en Israël, dont la politique meurtrière s'accorde mal avec la santé et la beauté. Il faut savoir qu'un tiers des rives occidentales de la Mer Morte se situe en Cisjordanie, qui est théoriquement administrée par le gouvernement de l'Autorité palestinienne. Or l'occupation militaire israélienne interdit systématiquement aux Palestiniens tout accès à la mer

et à ses ressources minérales. Le collectif BDS-GE relève que Moty Fridman, le patron de Minus-417 a proposé de changer le nom de la Mer Morte car, à son avis, acheter un produit provenant d'un lieu associé à la mort met mal à l'aise ses clients (Ynetnews, « Death doesn't sell », 16 octobre 2008). Nous, au collectif BDS-GE, nous pensons que M. Fridman doit se débarrasser de la paille salée dans son oeil qui l'empêche de voir la poutre. Il est évident que c'est Israël et sa politique meurtrière et raciste qui empêche les savonnettes israéliennes de mousser. Comment peut-on se détendre dans un bain de sels associé à des politiques aussi anxieuses ? Le collectif BDS-GE croit que les grands brûlés au phosphore blanc de Gaza rient jaune devant les lotions exfoliantes « made in Israël », et appelle au boycott de tout produit de beauté d'origine israélienne.

Soda-Club fait pschitt... et les bédouins trinquent.

Une grande partie des rayons ménage des enseignes genevoises proposent des bouteilles à gazéifier et des sirops fruités de marque Soda-Club. Mais sait-on que le groupe Soda-Club est l'une des principales entreprises israéliennes implantées illégalement dans le territoire palestinien ? Les joujoux à faire des bulles Soda-Club sont fabriqués dans la zone industrielle de Mishor Adumim, située dans la banlieue de Ma'aleh Adumim, l'une des principales colonies illégales que l'État d'Israël a installé par la force en Cisjordanie. Depuis sa fondation, en 1976, les autorités israéliennes se sont efforcées de repousser en permanence la population palestinienne locale, qui est principalement composée de bédouins Jahalin, contraints d'abandonner leur mode de vie traditionnel nomade. Plus de 120 ordres d'expulsion se sont succédé au cours des années 1990. En 1996, environ 4'000 bédouins ont été expulsés en une seule fois (source : « Occupation Industries: The Israeli industrial zones », in www.corporatewatch.org, décembre 2009). Pour prendre leur place, Israël a transféré dans le secteur des colons d'origine juive, qui sont aujourd'hui au nombre de 35'000. Parallèlement, en 1991, la société Soda-Club faisait ses premières bulles, installait son usine à Mishor Adumim en y faisant travailler des ouvriers palestiniens sous-payés, et s'agrandissait jusqu'à devenir le leader mondial des machines à soda. Aujourd'hui, la société Soda-Club produit aussi des filtres pour les purificateurs d'eau de la marque allemande Brita (source : Cour de justice des communautés européennes ; Conclusions de l'avocat général dans l'affaire C-386/08, Brita GmbH / Hauptzollamt Hamburg-Hafen, 29 octobre 2009).

Contact :
Mary Honderich
022 736 10 93
bdsgenève@gmail.com